

---

## Les intérêts bien entendus des Gamelin, vice-consuls du roi de France à Palerme dans la Sicile du XVIII<sup>e</sup> siècle

Françoise Janin

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/11318>

ISSN : 1773-0201

### Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

### Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2019

Pagination : 75-81

ISSN : 0395-9317

### Référence électronique

Françoise Janin, « Les intérêts bien entendus des Gamelin, vice-consuls du roi de France à Palerme dans la Sicile du XVIII<sup>e</sup> siècle », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 98 | 2019, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 24 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/11318>

---

Ce document a été généré automatiquement le 24 mars 2020.

© Tous droits réservés

---

# Les intérêts bien entendus des Gamelin, vice-consuls du roi de France à Palerme dans la Sicile du XVIII<sup>e</sup> siècle

Françoise Janin

---

- 1 En 1765, l'ambassadeur Durfort prie le ministre Praslin d'octroyer à Pierre Louis Gamelin, vice-consul du roi de France à Palerme, une gratification :

Je vous rends grâces de la bonté avec laquelle vous avez reçu les prières du sieur Gamelin et mes représentations à ce sujet. C'est un fort honnête homme par tout ce qui m'en revient, et je pense, Monsieur, que les faveurs que vous daignerez luy accorder seront très bien placées<sup>1</sup>.

- 2 Depuis près de vingt ans, déjà, Gamelin représente alors le roi de France dans la capitale de la Sicile et y défend les intérêts de la nation française. Sans doute en poste encore jusqu'en 1779, il laisse supposément sa place à son fils Pierre en 1767<sup>2</sup>. À en croire Durfort, et à constater la présence d'un Gamelin pendant plus d'un demi-siècle à Palerme, tout semble indiquer que le roi de France est satisfait de ses serviteurs. Les choses sont pourtant plus complexes : appréciés, les Gamelin le sont – parfois. Plus souvent, cependant, ils s'attirent critiques et reproches de leurs supérieurs ou de leurs interlocuteurs, au point qu'il ne fasse guère de doute que leur conduite et leur manière de servir le roi de France soient répréhensibles. Pour autant, malgré leur conduite souvent répréhensible, les Gamelin restent à Palerme et y défendent leurs intérêts.
- 3 Peut-être n'est-il pas inutile de rappeler, en préambule, le système des relations hiérarchiques de la représentation du roi de France à l'étranger, que la configuration des Deux-Siciles rend toute particulière. La décision procède du roi. Sous ses ordres, le secrétaire d'État des Affaires étrangères dirige la politique étrangère de la France ; à Naples, l'ambassadeur exécute les ordres reçus. Le secrétaire d'État de la Marine dirige les affaires de commerce et de navigation ; à Naples et en Sicile, les consuls et vice-

consuls exécutent les ordres reçus et défendent les intérêts et les privilèges de la nation française<sup>3</sup>.

- 4 La simplicité de cette organisation verticale, fondée sur deux institutions organisées de manière parallèle, n'est qu'apparente. Les consuls et vice-consuls brevetés doivent d'abord obéissance au secrétaire d'État de la Marine, dont ils reçoivent régulièrement les ordres. En Sicile, le vice-consul de Palerme doit rendre compte au consul général de ce qui survient dans son « département ». Ce dernier a autorité sur eux et est « civilement responsable » du bon fonctionnement des vice-consulats, selon les termes de Maurepas<sup>4</sup>. Le lien hiérarchique est aussi financier, puisque les vice-consuls de Sicile doivent en théorie verser la moitié des droits consulaires au consul<sup>5</sup>. Obéissant au secrétaire d'État de la Marine, à Versailles, et au consul de Naples, le vice-consul de Palerme est également soumis à l'autorité de l'ambassadeur. Sa situation est ainsi très complexe puisqu'il doit rendre compte au consul, à Naples, éventuellement à l'ambassadeur, à Naples, et dans tous les cas au ministre, à Versailles.
- 5 On sait peu de choses sur les Gamelin père et fils. Il paraît toutefois certain qu'ils disposent de réels atouts pour servir le roi. Il est connu que l'expérience et la connaissance du pays comptent parmi les qualités recherchées chez un consul ou un vice-consul au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup>. Quand il arrive à Palerme, Gamelin père semble ne pas connaître la Sicile<sup>7</sup> mais son activité de négociant lui donne sans doute une certaine expérience des affaires et des relations avec les composantes de la nation française – quand bien même les échos que nous en avons ne nous donnent guère une image flatteuse du commerçant qu'est Gamelin<sup>8</sup>. Son fils, bien sûr, n'a qu'une expérience limitée des affaires, mais sa connaissance du monde palermitain et l'observation de l'exemple paternel compensent probablement cette lacune. Au fait des usages de la cour du vice-roi, il sait par exemple que les vice-consuls sont amenés à présenter au vice-roi lui-même les mémoires (ou les « placets ») qu'ils rédigent pour défendre la nation française<sup>9</sup>, comme il le fait par exemple en 1777 en remettant « un narré succinct » des plaintes dans un différend opposant un capitaine français à la douane<sup>10</sup>.
- 6 Comment les Gamelin père et fils servent-ils le roi de France ? Si l'on en croit l'ambassadeur Durfort, cité en introduction, le roi de France ne peut que se louer du père. Les dépêches que son fils et lui envoient à Versailles témoignent de leur activité de « représentants » du roi de France à Palerme et des services qu'ils rendent à la nation française<sup>11</sup>. Dans les affaires de contrebande, notamment, qui opposent les patrons français aux autorités palermitaines, les Gamelin prennent la défense des premiers en tentant de s'interposer face aux secondes. Il n'y a là rien d'exceptionnel dans l'activité d'un vice-consul.
- 7 Pourtant, de tous les représentants du roi de France dans les Deux-Siciles dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, les Gamelin sont sans doute ceux qui s'attirent le plus de reproches et de plaintes. S'il arrive que l'un ou l'autre reçoivent quelques éloges, ils émanent de supérieurs lointains, à peine arrivés en poste, qui ne les connaissent guère. La plupart du temps, cependant, les jugements sont sévères et les reproches vifs. En 1781, le consul Amé de Saint-Didier, par exemple, estime que Gamelin est « si gauche et si borné » qu'il raterait les affaires les plus simples. Saint-Didier se plaint que les lettres du vice-consul s'appuient toujours sur les « mêmes faux principes »<sup>12</sup> et assène qu'il l'a du reste « toujours vu se compromettre »<sup>13</sup>. Le fils Gamelin est en fin de compte « un fort honnête homme mais excessivement borné »<sup>14</sup>.

- 8 Les reproches formulés à l'encontre des Gamelin semblent fondés. Mêlant leurs intérêts personnels avec ceux du roi de France, ils nuisent au final au service de ce dernier. Ainsi Gamelin fils enfreint-il la règle qui veut qu'aucun consul ne soit négociant. En 1781, le consul Saint-Didier s'en plaint auprès du ministre de Castries. Selon ses dires, le vice-consul prétend avoir cédé sa maison de commerce à ses enfants, mais l'aîné suit sa scolarité dans un collège en France, tandis que le cadet n'a pas encore huit ans. « Il paroît assés difficile, se plaint le consul, de concevoir comment ces deux enfans peuvent avec un associé diriger leur commerce sans que leur père dans la maison duquel se font toutes leurs affaires s'en mêle en aucune manière »<sup>15</sup>. Comme le note Saint-Didier, « cette espèce de double existence [sic] » entraîne nombre de contestations avec la justice locale et le compromet avec les patrons français. C'est l'origine d'affaires « désagréables, ridicules et scandaleuses ». En définitive, le consul est d'avis qu'il devrait être renvoyé<sup>16</sup>.
- 9 Vingt-cinq ans plus tôt, déjà, le père est empêtré dans une « affaire d'intérêt » avec un négociant du Mans, qui irrite le ministre Machault. Ce dernier regrette que « des plaintes de cette nature », concernant Gamelin, lui soient déjà revenues. Il l'avertit « très sérieusement pour prendre [ses] mesures pour [s']arranger » avec le négociant<sup>17</sup>. En Sicile même, le vice-consul est accusé, fin 1767, de contrebande<sup>18</sup>. L'affaire, comme elle apparaît à la lecture des seules dépêches de Gamelin, est confuse, et laisse entrevoir une entente avec les marins français. Un bâtiment français, en rade à Solente, est accusé de contrebande. Les autorités de Sicile ayant « attaqué », selon le mot du vice-consul, le bâtiment, Gamelin y voit une atteinte aux privilèges du roi de France et de la nation. Il se rend chez le vice-roi, qui refuse de l'écouter, en un « déni bien formel de justice » selon lui. Le bâtiment gagne le port de Palerme, mais en repart aussitôt. Les autorités de Sicile rendent Gamelin responsable de cette fuite. L'accusant d'intelligence avec le bâtiment contrebandier, elles lui enjoignent dans la foulée de quitter la maison de campagne où il se trouve et de se rendre dans les 24 heures dans sa maison de Palerme, « aux arrêts ». Gamelin s'en plaint amèrement : « Quel traitement, monseigneur ! Est-ce sur quelque plage barbare où le nom français ne soit pas encore parvenu qu'on ose se permettre des tels attentats ? »<sup>19</sup>. L'ambassadeur du roi, comme le ministre à Versailles, s'efforcent de mettre fin à cette situation. Ils ne peuvent guère toutefois ignorer ni masquer les fautes de Gamelin<sup>20</sup>.
- 10 L'embarras des autorités françaises face aux déboires et aux irrégularités commises par les Gamelin s'explique fort bien, puisque c'est le roi de France et son autorité qui en pâtissent. Quelle légitimité les Gamelin peuvent-ils avoir vis-à-vis du roi des Deux-Siciles et de ses ministres, alors qu'ils contreviennent eux-mêmes si souvent aux lois du pays et aux instructions de leur propre maître ? Le comportement fautif des vice-consuls n'est toutefois pas seul en cause dans les difficultés qu'ils rencontrent en Sicile. Leur position très particulière au sein de la société locale, dans une interface entre autorités palermitaines et nation française, est de fait délicate, et nécessite une grande habileté. De surcroît, leur positionnement social inférieur les met en difficulté vis-à-vis du vice-roi et, étant loin de Naples, ils se trouvent isolés et n'ont guère de ressources si la relation avec les autorités palermitaines – ou avec la nation française – vient à se dégrader. Dans ces conditions, être vice-consul en Sicile demande une adresse particulière, dont manquent à l'évidence les Gamelin. Ainsi le vice-roi Lavieville est-il amené, en 1751, à se plaindre d'un mémoire que le vice-consul lui a remis au sujet d'une affaire opposant un patron français aux autorités locales. Selon le vice-roi, le mémoire

de Gamelin est rédigé « avec une grande témérité et des termes impropres » (« *con grand temeridad y en terminos improprios* »<sup>21</sup>).

- 11 Plus de vingt-cinq ans plus tard, son fils commet la même bévue lorsqu'il écrit au vice-roi, en italien, pour se plaindre de deux affaires de navigation en des termes peu amènes :

Je redemande de nouveau à Votre Excellence qu'en vertu des privilèges et des prérogatives de ma nation, Chausse soit mis en liberté et qu'il soit fait interdiction expresse au tribunal de s'ingérer à l'avenir dans les affaires entre nationaux, alors qu'en de telles circonstances nos privilèges sont offensés.

Je reste très persuadé que Votre Excellence, lorsqu'elle se sera occupée de ma juste requête, rendra à ma nation toute la justice et la satisfaction que je réclame de son autorité, et que lorsque je devrai informer le ministre et l'ambassadeur de France à Naples de la suite de l'affaire du capitaine Chausse et du second du capitaine Barralier, je n'aurai qu'à me louer de l'équité de Votre Excellence<sup>22</sup>.

- 12 Impérieux, Gamelin se permet de « redemander », et même « de nouveau », que justice soit faite, et agite la menace d'en avertir le ministre à Versailles, et l'ambassadeur à Naples. La forme et le ton de la représentation du vice-consul ne paraissent guère appropriés à sa position vis-à-vis du vice-roi et ne peuvent répondre aux exigences de déférence<sup>23</sup>. Quels que soient les torts de Gamelin, toutefois – et il ne fait guère de doute qu'il se montre irrespectueux – sa fonction de vice-consul, son origine sociale et son éloignement géographique de Naples sont autant d'obstacles dans sa négociation avec le vice-roi.
- 13 Ainsi les Gamelin père et fils ne peuvent-ils être considérés comme de brillants serviteurs du roi de France. Ils s'y maintiennent cependant pendant plus d'un demi-siècle, à peine inquiétés de temps à autre par une réprimande de leurs supérieurs. Pourquoi le roi et ses ministres acceptent-ils d'être aussi mal servis ? Bien qu'il faille, on le sait, se méfier de toute réponse unique, il semble néanmoins qu'il existe une raison à cet état de fait – au demeurant porteuse en elle-même d'une réelle complexité : si le roi de France et ses ministres ne rappellent pas leurs vice-consuls, la raison en est que Palerme leur importe assez peu. Un cousin du roi de France est certes sur le trône des Deux-Siciles, mais sa position dans la hiérarchie des Bourbon comme la place subalterne des Deux-Siciles sur la scène internationale ne sont pas des justifications suffisamment fortes pour que le roi de France voie la nécessité de disposer à Palerme d'un consul de toute confiance. À cet égard, il est symptomatique qu'il n'y ait qu'un vice-consul à Palerme, et non un consul. Surtout, les relations économiques et commerciales entre la France et la Sicile ne sont que de peu d'importance. En fin de compte, les Deux-Siciles sont un « bien petit objet », pour reprendre une expression de l'ambassadeur Puysieux<sup>24</sup>, qui ne retient guère l'attention des ministres du Très Chrétien.
- 14 Le désintérêt du roi de France et de ses ministres pour Palerme semble réel et leur négligence à l'égard des manquements des Gamelin en est le reflet. Le consul se plaint des Gamelin, l'ambassadeur également, mais à Versailles, on se contente de sermonner les vice-consuls sans jamais envisager sérieusement de les rappeler en France. En Sicile, les Gamelin eux-mêmes sont conscients du peu d'intérêt que la Sicile suscite. Un exemple en témoigne : en 1761, le chargé d'affaires La Houze demande à Gamelin père, sur ordre du ministre, « de rassembler et de lui faire passer les plus anciens règlements tels qu'ils subsistent aujourd'hui à Palerme ». Le travail doit être effectué de manière très précise, et La Houze recommande « expressément que toutes les pièces requises

doivent être dans la langue du país et copiées fidèlement sur les originaux ». Gamelin s'attèle à cette tâche, qui s'annonce longue et difficile, mais rappelle, en passant, qu'il a déjà rendu de longs travaux de compilation et d'analyse, sans qu'il n'en ait eu aucune récompense. Fin 1754, en effet, Machault lui a ordonné « de lui dresser un mémoire fidèle et étendu de toutes les parties de commerce, avec une explication des causes pouvant expliquer l'augmentation ou la diminution avec une explication sur les différences ». Le 14 mars 1755, Gamelin a envoyé son mémoire et le 5 mai, le ministre, satisfait, lui en a accusé réception, affirmé « ses bonnes intentions » et l'a assuré « qu'on penserait à [son] avancement ». Mais depuis le départ de Machault, rien ne s'est produit. « On m'a oublié », conclut Gamelin, qui se plaint de sa « triste situation »<sup>25</sup>.

- 15 Il n'est guère aisé d'être vice-consul du roi de France à Palerme et la position des Gamelin est, sans conteste, délicate. Cela étant, aux inconvénients et aux difficultés liés à leur position, les Gamelin ajoutent un comportement « turbulent », voire délictueux, et enfreignent la règle de séparation entre les activités de vice-consul et de négociant. Ce faisant, ils perdent leur légitimité et compromettent la représentation du roi de France. En 1756, Machault, excédé par les errements de Gamelin père, lui écrit que « l'intention de Sa Majesté n'est point de conserver à son service des personnes qui se metent [*sic*] dans le cas d'être poursuivies en justice »<sup>26</sup>.
- 16 Du désintérêt et de la négligence du roi de France à l'égard de la Sicile, les Gamelin père et fils tirent paradoxalement avantage. Malgré leurs menaces, jamais les ministres ne demandent le retour en France des vice-consuls, qui peuvent ainsi profiter de leur position au sein de la société palermitaine et satisfaire à leurs propres intérêts. Qu'importe si leur gestion des affaires du roi de France laisse à désirer ! À Palerme, Gamelin père bénéficie d'une position sociale privilégiée, alors qu'il n'est qu'un simple marchand. Il fréquente la cour du vice-roi, est admis à ses audiences et se permet même de le tancer, sans qu'il pâtisse sur le long terme de conséquences désagréables : le vice-roi n'est pas en mesure de fermer sa porte au représentant du Très Chrétien. Qu'importe si les Gamelin ne respectent guère les règles que Versailles impose à ses consuls et vice-consuls ! Les reproches du lointain ministre ne les empêchent pas de pratiquer le commerce, voire de se livrer à la contrebande ; quant aux autorités de Sicile, mécontentes, elles se heurtent à la protection que le roi de France accorde bon gré mal gré aux Gamelin. Qu'importe, en fin de compte, que les Gamelin ne soient pas de parfaits vice-consuls, puisque, malgré les reproches qu'ils reçoivent de la part de leurs maîtres à Versailles, ils trouvent en leur situation de quoi ménager leurs intérêts.

## NOTES

1. Praslin à Durfort, Marly, 7 mai 1765 ; Durfort à Praslin, Naples, 25 mai 1765 (Archives du ministère des Affaires étrangères [AMAE], Correspondance politique de Naples [CPN], 85, fol. 125-125 v° ; fol. 133).
2. Pierre Louis Gamelin devient vice-consul à Palerme par brevet du 17 mai 1746. Son fils, Pierre Gamelin, est nommé par brevet de survivance du 15 juin 1767, puis par brevet du 18 janvier 1779. Il est toujours en fonction en l'an X. Notices biographiques dans Anne Mézin, *Les consuls de France*

au siècle des Lumières, 1715-1792, Paris, MAE, Direction des Archives et de la Documentation, 1997, p. 303-304.

3. De 1761 à 1766, les consulats dépendent des Affaires étrangères puis sont de nouveau sous la houlette de la Marine.

4. L'expression apparaît sous la plume de Maurepas, qui rappelle au consul Taitbout « que les ordonnances du roy [le] rendent civilement responsable » du choix d'une personne « capable de remplir » l'emploi de vice-consul. Maurepas à Taitbout, Versailles, 20 avril 1743 (Archives nationales [AN], Marine, B/7/174, p. 500-501).

5. AN, AE/B/I/855, fol. 410 v°, Delaire à Praslin, Messine, 16 décembre 1766.

6. Sur ce point, voir par exemple les remarques de Christian Windler, *La diplomatie comme expérience de l'Autre : consuls français au Maghreb (1700-1840)*, Genève, Droz, 2002, p. 38.

7. Nous ignorons au demeurant les raisons de son installation sur l'île.

8. Sur ce point, voir *infra*.

9. AN, AE/B/I/935, fol. 228, « Mémoire sur le gouvernement civil, militaire, ecclésiastique et commerçant » du royaume de Sicile de Gamelin, joint à sa lettre à Sartine, Palerme, 21 mars 1777.

10. AN, AE/B/I/935, fol. 255, Gamelin à Sartine, Palerme, 21 novembre 1777.

11. Aujourd'hui conservées aux Archives nationales (B/I/934-937).

12. AN, AE/B/I/899, fol. 85 v°, Saint-Didier à de Castries, Naples, 1<sup>er</sup> septembre 1781.

13. AN, AE/B/I/899, fol. 78, Saint-Didier de Castries, Naples, 11 août 1781.

14. AN, AE/B/III/407, non folioté, « Mémoire sur le projet d'établir un consulat de France à Palerme », joint à la lettre de Saint-Didier à de Castries, Naples, 10 mai 1783.

15. AN, AE/B/I/899, fol. 68-68 v°, Saint-Didier à de Castries, Naples, 4 août 1781.

16. AN, AE/B/III/407, non folioté, « Mémoire sur le projet d'établir un consulat de France à Palerme », joint à la lettre de Saint-Didier à de Castries, Naples, 10 mai 1783.

17. AN, AE/BI/39, fol. 39 ; fol. 147, Machault à Gamelin, Versailles, 26 janvier 1756 ; 26 avril 1756.

18. Voir notamment AN, AE/B/I/893, fol. 330-330 v°, le vicomte de Choiseul à Choiseul, Naples, 24 octobre 1767.

19. AN, AE/B/I/935, fol. 91-96, Gamelin au ministre, Palerme, 12 octobre 1767.

20. Voir par exemple AN, AE/B/I/893, fol. 342 ; fol. 372-372 v°, le vicomte de Choiseul à Praslin, Naples, 7 novembre 1767 ; 12 décembre 1767.

21. AMAE, CPN, 62, fol. 185-186 v°, copie et traduction, Fogliani à d'Arthenay, Naples, 4 avril 1751. Le texte en espagnol à gauche est traduit à droite de manière parfois un peu rapide.

22. « *Richiedo nuovamente a Vostra Eccellenza ch'inforza de privilegi e prerogative della mia nazione, che il Chausse sia posto in libertà e che sia fatta espressa inibizione al tribunale d'ingerirsi all'avenire nelle affari che verteranno tra nazionali, mentre in tale circostanze sono offesi li nostri privilegii. Resto persuasissimo che l'Eccellenza Vostra fattosi carico della mia giusta istanza, renderà alla mia nazione tutta la giustizia e sodisfazione che riclamo della sua autorità, e che nel informo dovro dare al ministro e a l'imbasciadore di Francia in Napoli del sequito de l'affare del capitano Chausse e del secondo di capitano Barralier, non avrò che a lodarmi de l'equità de Vostra Eccellenza.* » Archivio di Stato de Naples, Esteri, 505, non folioté, Gamelin au prince de Stigliano, décembre 1777.

23. On peut rapprocher ces remarques de celles que fait le ministre britannique Rochford au consul Katenkamp, après avoir lu une représentation présentée par ce dernier au vice-roi dans une affaire relative aux droits consulaires. Le ministre le rabroue en effet pour avoir tenu des propos « inconvenants », plus faits pour gêner son action que pour parvenir au succès (« *There were some very improper passages, which appeared more calculated to obstruct than obtain the success of your application* »). Certaines expressions employées par Katenkamp dans sa plainte au vice-roi ne sont pas sans rappeler celles de Gamelin : « Je crains de fatiguer Votre Excellence par la multiplicité de mes lettres, mais il est des cas indispensables où mon devoir me force à m'adresser à elle. Celui qui est le sujet de la présente en est un bien singulier ; je n'ai pas pu me dispenser d'en rendre compte à ma cour, et je me crois coupable si je néglige de vous en prévenir.

[...] Je crois donc n'avoir pas lieu de douter qu'il paroîtra clair à Votre Excellence que tant du côté de l'équité que de bons procédés [*sic*] l'honneur du roi mon maître est outragé dans cette affaire [...]. En conséquence j'attend [*sic*] de la justice de Votre Excellence. » The National Archives, Londres, State Papers (Naples and Sicily), 93, 27, fol. 178, Rochford à Katenkamp, Saint-James, 27 octobre 1772 ; et fol. 147-148, en français, Katenkamp au prince de Stigliano, Messine, 24 août 1772.

24. AMAE, CPN, 34, fol. 406 v°, Puyseulx à Amelot, Naples, 8 octobre 1737.

25. AN, AE/B/1/935, fol. 61v-62 v°, Gamelin à Choiseul. Palerme, 18 décembre 1761.

26. AN, AE/B/1/39, fol. 39, Machault à Gamelin, Versailles, 26 janvier 1756 ; 26 avril 1756.

## RÉSUMÉS

Vice-consuls du roi de France à Palerme durant la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, les Gamelin père et fils servent leur maître et défendent les intérêts de la nation française. La longévité de leur présence en Sicile est trompeuse : s'ils ne sont pas dénués de qualités, leur conduite laisse pourtant à désirer, au point qu'à Versailles, on semble se lasser de ces serviteurs peu exemplaires. Pour autant, les Gamelin ne sont jamais rappelés et peuvent ainsi, malgré leur conduite, s'établir en Sicile, loin du royaume de France, et tirer parti de leur position particulière au sein de la société palermitaine.

During the second half of the 18th century, the father and the son Gamelin served the king of France as vice-consuls in Palermo and protected the rights and interests of the French nation. The long duration of their presence in Sicily may be misleading: despite their qualities, their behavior was not exemplary. The King's ministers were aware of this, but neither the father nor the son Gamelin were recalled. Far from the French kingdom, the Gamelin were able to settle in Palermo and to take advantage of their specific position in the local society.

## INDEX

**Mots-clés** : xviii<sup>e</sup> siècle, Sicile, Palerme, France, vice-consul

**Keywords** : 18th century, Sicily, Palerm, France, vice consul

## AUTEUR

### FRANÇOISE JANIN

Archiviste paléographe, conservatrice en chef du patrimoine, Françoise Janin est docteur en histoire moderne (École pratique des hautes études, IV<sup>e</sup> section). Elle a soutenu sa thèse en 2016, sur « La France face aux Deux-Siciles (1734-1792) : les impasses de la grandeur », sous la direction du professeur Jean-Claude Waquet (en cours de publication). Elle dirige actuellement le bureau des missions et de la coordination interministérielle au Service interministériel des Archives de France. Parmi ses publications, l'édition critique *Négociier sur un volcan : Dominique-Vivant Denon et sa correspondance de Naples avec le comte de Vergennes (1782-1785)*, sous la direction et avec une



introduction de Jean-Claude Waquet (Paris, 2007) et « La fabrique du traité de Paris (1763) », dans *Vers un nouveau monde atlantique : les traités de Paris (1763-1785)*, sous la direction de Laurent Veyssière, Philippe Joutard et Didier Poton (Paris, 2016), p. 67-74.